

# Du colonialisme au capitalisme donnant

ALEXANDRE KOJÈVE

---

## LE PROGRAMME MONDIAL DE KOJÈVE

*Dans un ancien numéro de Commentaire (n° 9, printemps 1980), au sein d'un ensemble d'articles de Kojève ou le concernant, nous avons publié un bref extrait d'une conférence prononcée par lui, en allemand, à Düsseldorf, le 16 janvier 1957. Nous l'avions intitulé « Capitalisme et socialisme. Marx est Dieu, Ford est son prophète ». Kojève démontrait que le seul marxiste sérieux du XX<sup>e</sup> siècle avait été Henry Ford, parce que, ayant compris le mouvement historique, sans lire Marx, il avait enrichi les ouvriers au lieu de les appauvrir (comme Marx croyait qu'il était nécessaire qu'il soit). En ce sens, Henry Ford était le fondateur du capitalisme moderne (dépassant Marx) alors que Lénine et Staline et leurs épigones avaient été en quelque sorte des capitalistes rétrogrades (de mauvais marxistes donc). Comme l'histoire devait d'ailleurs le démontrer, ils furent conduits, par leur accumulation frénétique et étatique de la plus-value, à provoquer la révolution capitaliste de 1989 en Russie et donc la disparition du communisme. Révolution bourgeoise, dirait Kojève aujourd'hui, mais au sens marxo-fordien du terme bourgeois, c'est-à-dire pour donner et non pour prendre.*

*Deux raisons nous ont incité, aujourd'hui, avec l'accord des héritiers d'Alexandre Kojève, à publier l'essentiel de cette conférence (amputée donc du prologue que l'on trouvera p. 135-137 du n° 9 de Commentaire) en y ajoutant un titre et des sous-titres. La première raison est que nous publions en même temps un grand article de Carl Schmitt auquel Alexandre Kojève se réfère, pour lui rendre hommage, dans sa conférence. Théodore Paléologue, le jeune philosophe qui nous a proposé de traduire et de publier le texte de Carl Schmitt, explique, dans l'article qui suit, les relations entre les deux grands esprits et l'admiration réciproque qu'ils se portaient.*

*La seconde raison tient à la profondeur de ce texte éclatant de verve et d'ironie. Bien entendu, il faut le lire à la lumière du monde actuel : l'URSS n'existe plus, la Russie, après la Chine, s'initie au capitalisme fordien, le reste de l'Asie l'a résolument adopté, comme l'Amérique latine. Restent l'Afrique et le Moyen-Orient qui s'appauvrissent ou stagnent. Kojève expliquait il y a plus de quarante ans, comme l'avait d'ailleurs annoncé Adam Smith, que l'essentiel du devenir historique pour la fin du sous-développement dépendrait du libre mouvement des capitaux, et que l'exportation des capitaux des pays riches vers les pays pauvres, sous forme de dons ou d'invest-*

tissements, produirait pour le colonialisme ce que le capitalisme fordien avait produit pour le capitalisme classique. Il annonçait donc ce que devait être la politique de l'Europe à l'égard de la Méditerranée et de l'Afrique. Certes, à Düsseldorf, en 1957, il parlait de la petite Europe. Elle était encore peu de chose par rapport aux États-Unis. Elle est aujourd'hui grande et riche. En appliquant au monde le programme de Kojève, cette Europe deviendra plus puissante mais sa puissance consistera, pour une grande part, à donner et à partager.

J.-C. C.

J'AI parlé de Marx et de sa critique du capitalisme, ainsi que de la transformation démocratique et pacifique, si l'on veut « fordienne » du capitalisme « classique », parce que, à mon avis, ce capitalisme d'ancien style n'est pas aussi complètement et définitivement supprimé qu'il en a l'air à première vue. Et ceci non pas seulement parce que ce « capitalisme » continue à se maintenir, sous le nom de « socialisme » et dans une forme étatique, en URSS et dans des pays dits satellites, mais encore et surtout parce qu'il survit aussi, malheureusement, dans le monde occidental, où il s'appelle précisément, de nos jours, « colonialisme ».

## Le colonialisme

En parlant de capitalisme, Marx lui-même n'avait en vue, il est vrai, que l'Europe occidentale. Ce qui était parfaitement justifié à son époque. Ce qui l'est moins, c'est qu'aujourd'hui encore certains des émules ou des critiques de Marx continuent à se placer dans la même perspective « mondiale », qu'aurait déjà pu avoir un économiste de l'époque romaine. Sauf qu'on implique généralement les États-Unis dans cet *orbis terrarum*.

Mais en fait, et surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale, le monde dit occidental n'est rien moins qu'exclusivement européen ou euro-américain. Ce monde est aussi – et peut-être même surtout, du moins à longue échéance – asiatique et africain.

Or, si l'on considère ce monde dans sa *totalité*, c'est-à-dire tel qu'il est *en réalité*, il n'est pas difficile de voir que la définition marxiste du capitalisme s'y applique fort bien. Et ceci avec toutes les conséquences qui en découlent « logiquement », c'est-à-dire non seulement en fait, mais encore nécessairement.

Le fait est que, de nos jours, les principaux moyens industriels de production appartiennent exclusivement à une minorité euro-américaine, qui est seule à profiter du progrès technique, dans la mesure où elle augmente son revenu d'année en année, tandis que la majorité afro-asiatique, tout en ne s'appauvrissant pas d'une façon absolue (ce qui serait, d'ailleurs, physiquement impossible), devient *relativement* de plus en plus pauvre. Et l'on ne peut absolument pas dire que ce décalage progressif se produit entre deux mondes étanches l'un par rapport à l'autre, entre deux systèmes économiques séparés. Car il y a des échanges économiques intenses entre l'Eura-mérique et l'Afroasie, de sorte qu'on peut et doit parler d'un seul système économique du monde occidental, pris dans son ensemble. Seulement, ce système est organisé de telle sorte que seule une minorité s'y enrichit chaque année davantage, tandis que la majorité ne s'y élève nulle part, ni jamais au-dessus du minimum vital absolu.

Autrement dit, dans aucun pays hautement industrialisé, à la seule exception de l'Union soviétique, il n'y a plus aujourd'hui de « prolétariat » au sens marxiste de ce terme, c'est-à-dire de couches populaires vraiment pauvres, qui gagnent juste assez pour se maintenir dans l'existence, mais qui ne disposent d'aucun « superflu » quel qu'il soit. Dans les pays industrialisés euro-américains, *tous* sont, plus ou moins, mais quand même riches et non pas pauvres, car tous y vivent dans l'abondance, ne serait-ce que relative en consommant plus qu'il n'est absolument nécessaire pour la simple conservation de la vie. Mais, si l'on contemple le monde occidental dans son ensemble, on y découvre immédiatement un gigantesque prolétariat, au sens précis de ce terme marxiste. Et puisqu'il s'agit d'une

seule et même entité économique, d'un seul et même système d'économie, on ne peut s'empêcher de dire qu'il y a, dans ce système, une « plus-value » au sens marxiste du mot, qui profite dans sa totalité aux seuls pays qui disposent pratiquement de tous les moyens de production industriels.

Du point de vue purement économique, la façon dont cette plus-value est prélevée sur la majorité et appropriée par la minorité n'a aucune espèce d'importance. Ce qui importe, c'est que cette plus-value « colonialiste » contribue elle aussi à la formation du capital dans les pays occidentaux déjà industrialisés. Aussi bien peut-on dire, sinon tranquillement, du moins avec raison, que, pris dans son *ensemble*, le système économique occidental contemporain est lui aussi « capitaliste » au sens marxiste du mot, tout comme l'est le système soviétique.

Il y a cependant une différence importante, tant du point de vue politico-psychologique qu'économiquement parlant, entre un système où la plus-value industrielle est sous-traitée à la consommation des masses laborieuses à l'intérieur du pays en cause, et le système où cette plus-value est prélevée dans des pays étrangers. Cette différence peut être fixée par une terminologie où les notions de capitalisme, de socialisme et de colonialisme seraient définies de la façon suivante.

On pourrait réserver le mot « capitalisme » au capitalisme classique européen du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire au système économique où la plus-value est prélevée à l'intérieur du pays et investie par des *particuliers*. On entendrait alors par « socialisme » non plus l'un quelconque des systèmes plus ou moins fantaisistes qui n'existent encore que sur du papier, mais l'économie réelle de l'Union soviétique contemporaine, c'est-à-dire le système où la plus-value est prélevée à l'intérieur, tout comme c'était le cas des systèmes « capitalistes » proprement dits, mais où cette plus-value est investie par l'État, voire par des fonctionnaires. Enfin, le mot « colonialisme » désignerait le système où la plus-value est investie d'une façon privée, tout comme dans le « capitalisme » classique, mais où cette plus-value est obtenue non pas à l'intérieur du pays, mais à l'étranger.

Cette terminologie permet de constater et de dire tout de suite que le capitalisme proprement dit n'existe plus nulle part et que

le colonialisme moderne est un très proche parent de ce capitalisme disparu. Et l'on comprend alors facilement pourquoi les marxistes du jour prennent vis-à-vis du colonialisme une position en tous points analogue à celle que Marx avait prise vis-à-vis du capitalisme classique.

D'une part, les marxistes contemporains comprennent que la *différence* entre le revenu global de la majorité afro-asiatique et celui de la minorité augmente continuellement.

D'autre part, ils en déduisent que ce système doit nécessairement s'effondrer tôt ou tard en raison même de l'accentuation progressive de son déséquilibre interne. Enfin, les marxistes modernes supposent plus ou moins tacitement, tout comme le faisait Marx lui-même, qu'ils sont et resteront seuls à faire cette constatation et à en tirer la conséquence, tandis que les colonialistes d'aujourd'hui seront tout aussi aveugles, pour ne pas dire stupides, que l'ont été les capitalistes du temps de Marx ou, d'une manière générale, de l'époque préfordienne.

Eh bien, s'il en était vraiment ainsi, il se pourrait fort bien que les néo-marxistes eussent raison dans leurs prophéties relatives à l'avenir du colonialisme. Et c'est précisément pourquoi j'ai dit qu'il serait au plus haut point dangereux d'interpréter d'une façon erronée le fait que les prévisions de Marx relatives au capitalisme se soient révélées fausses.

Or, on ne peut valablement tirer de ce fait historique incontestable qu'une seule conséquence. À savoir que, pour éviter l'effondrement du colonialisme moderne, il faut lui faire subir une transformation radicale et analogue à celle qu'ont fait subir à l'ancien capitalisme les capitalistes « fordien ».

## Le problème politique

Ceci étant dit, demandons-nous où en sont les choses, à ce point de vue, dans le monde occidental.

La situation est assez particulière et en un certain sens inquiétante. Dans l'ancien capitalisme, la « contradiction » constatée par Marx a été supprimée dans la pratique, d'une façon agissante et efficace, par les capitalistes « fordien ». Ce n'est que plus tard, en quelque sorte après coup, que fut élaborée, par les intellectuels bourgeois, la théorie scientifique du fordisme, dite du *full employment*. Et les

États eux-mêmes n'ont adapté que plus tard leurs politiques financières, sociales et autres aux exigences du nouveau système économique, déjà inscrit dans les faits par les entrepreneurs du type d'Henry Ford.

Dans le colonialisme contemporain, la situation est en quelques sorte renversée. Il y a déjà plusieurs travaux théoriques valables sur la question, notamment ceux des experts des Nations unies. Il y a aussi des déclarations d'hommes politiques et des programmes gouvernementaux, tels que le fameux « point IV » du célèbre discours du Président Truman (dont tous les autres « points » furent, d'ailleurs, rapidement et complètement oubliés). Mais les praticiens de l'économie prennent une attitude réservée, voire sceptique et se comportent comme si toute cette affaire ne les concernait nullement, sous prétexte qu'il s'agit là d'un problème politique.

Sans doute, c'est un problème politique. C'est même peut-être le problème politique du *xx*<sup>e</sup> siècle. Mais, s'il n'était que cela, je ne vous en parlerais pas, vu mon incompetence. Si je me permets de vous en parler, c'est que je suis profondément convaincu que c'est aussi et même surtout, un problème économique. Car, pour le dire d'une façon simple : les clients pauvres sont de mauvais clients ; et si la majorité des clients d'une maison d'affaires sont des clients pauvres, c'est-à-dire mauvais, la maison elle-même est une mauvaise maison ou, tout au moins, une maison peu solide. Et ceci est vrai tout particulièrement si la maison doit, pour ne pas faire faillite, augmenter chaque année son chiffre d'affaires. Personne ne s'étonnera si, dans de telles conditions, une pareille maison fait effectivement faillite un beau jour.

## Modernisation du colonialisme

Ceci étant, il ne serait pas inutile de se demander dès aujourd'hui de quelle façon le colonialisme classique pourrait être remanié et reconstruit dans un style plus moderne qu'on pourrait appeler « fordien ».

En principe, trois méthodes de modernisation sont concevables et elles ont effectivement été proposées toutes les trois.

*Premièrement*, on pourrait agir sur les fameux *terms of trade*, c'est-à-dire, en plus simple : on pourrait payer plus cher les produits exportés par les pays sous-développés, c'est-

à-dire essentiellement les matières premières. Il s'agirait de stabiliser les prix mondiaux de ces pays, en les maintenant à un niveau tel que les pays qui les exportent puissent non seulement *vivre* et *vivre en sécurité*, mais encore élever continuellement leur niveau de vie, comme le font les pays industrialisés qui importent les produits en cause. Autrement dit, le colonialisme moderne pourrait faire ce qu'a fait l'ancien capitalisme : à savoir, qu'il est *avantageux*, non seulement du point de vue politique, mais encore de celui de l'économie elle-même, de payer pour le travail non pas le minimum, mais le maximum possible.

C'était le sens et le but des fameux *commodity agreements* dont on a tant parlé, en plusieurs langues et pendant plusieurs années. Et, finalement, tous les pays les ont admis, du moins en principe, sauf un seul pays qui s'y oppose, d'ailleurs pour des raisons de principe. Mais cela a suffi. Car le pays en question s'appelait États-Unis. Aussi bien ne parle-t-on plus de ces accords : du moins pour le moment.

*Deuxièmement*, on pourrait procéder aussi d'une façon directe. On pourrait continuer à prélever une plus-value sur les matières premières et les autres produits dits « coloniaux ». Mais on investirait le produit de cette plus-value non pas dans les pays importateurs hautement industrialisés, mais dans les pays sous-développés mêmes, où la plus-value a été en fait prélevée. Et on le ferait par le truchement d'un organisme international spécialisé, appelé SUNFED ou d'une autre façon lumineuse quelconque. De ce SUNFED, on a aussi parlé pendant de longues années. Et l'on en parle aujourd'hui encore – du moins aux Nations unies.

*Troisièmement*, on pourrait procéder encore d'une façon directe, dans un cadre non plus international, mais national. Autrement dit, un pays hautement industrialisé donné pourrait continuer à prélever d'une main (disons de sa main droite) la plus-value colonialiste au même titre que le font de nos jours tous les autres pays industrialisés. Mais avec son autre main (à savoir avec sa main gauche), le pays en question investirait le produit de la plus-value qu'il prélève – ou même davantage – dans des pays sous-développés de son choix. Or, si un tel pays investit effectivement la totalité de la plus-value qu'il prélève ou encore plus, on ne pourra plus vraiment parler à son

égard de colonialisme au sens propre et précis, c'est-à-dire économique, de ce mot. Car, dans ce cas, on ne prend plus rien à personne et l'on donne même quelque chose à certains. Et si le pays en cause donne beaucoup plus qu'il a pris, on pourrait même l'appeler « anti-colonialiste ».

D'après mes renseignements, cette troisième méthode anticolonialiste n'est encore appliquée en grand que par deux pays : à savoir par la France et par la Grande-Bretagne. En ce qui concerne la France, on peut calculer la plus-value colonialiste qu'elle prélève aussi largement qu'on voudra, en y incorporant les surpris payés pour les marchandises françaises, le produit des droits de douane, etc. On constatera néanmoins que, depuis la guerre, la France investit dans ses colonies et ex-colonies cinq à six fois plus que ce qu'elle prélève, en fait de plus-value colonialiste, dans l'ensemble de ses territoires d'outre-mer. Et si je connais moins bien les chiffres correspondant relatifs à l'Angleterre, je sais cependant qu'il s'agit là aussi d'un ordre de grandeur comparable. Afin de résumer brièvement la situation actuelle dans le monde occidental, on peut dire ceci :

– *premièrement* : la citadelle impenable du colonialisme « de principe » se trouve à Washington ;

– *deuxièmement* : tous les pays hautement industrialisés sont colonialistes en fait – sauf la France et le Royaume-Uni.

## La loi du monde contemporain

Je n'ai, certes, pas besoin de signaler que ce que je viens de dire doit être pris *cum grano salis*. Plus simplement : c'était une plaisanterie. Mais les philosophes appellent cette sorte de plaisanterie « ironie socratique » (qui, bien entendu, est plus ou moins réussie...). En d'autres termes, ma plaisanterie a un fond sérieux et une intention en quelque sorte « pédagogique ».

Ce qui me paraît sérieux, c'est que le véritable problème de notre monde et de notre temps est le colonialisme non pas politique, mais économique. Car, en gros, le problème du colonialisme politique n'existe pratiquement plus dans le monde occidental contemporain. Il n'y a plus que très peu de pays soumis au régime colonial proprement dit. Et si, de ce fait, quelques difficultés locales

peuvent encore subsister ou surgir ici ou là, ce n'est certainement pas à cause de cela que le monde occidental pourrait s'effondrer en tant que tel. On peut donc dire que le colonialisme politique a cessé d'être un « problème mondial ». Par contre, le colonialisme économique est encore, à mon avis, un tel problème, son élimination ou sa transformation étant une question de vie ou de mort pour le monde occidental pris dans son ensemble.

Ce qui est encore sérieux dans ma plaisanterie, c'est qu'il est parfaitement possible de pratiquer le colonialisme sans avoir de colonies proprement dites. Car, en fait, tous les pays industrialisés sont effectivement, de nos jours, colonialistes – d'une façon plus ou moins inconsciente. Ils le sont en ce sens qu'ils sont seuls à tirer profit chaque année du progrès technique permanent, tandis que les pays arriérés restent tout aussi pauvres qu'auparavant en s'appauvrissant de ce fait d'une façon relative.

Sérieuse est enfin, du moins à mon avis, l'idée que le problème en question ne sera pas effectivement résolu tant que les praticiens de l'économie continueront à s'en désintéresser. Le colonialisme moderne a tout autant besoin d'un nouveau Ford collectif que l'ancien capitalisme avait besoin des nombreux Ford qui surgirent spontanément un peu partout au moment critique. Je pense aux entrepreneurs qui commencèrent à produire pour un pouvoir d'achat de masse qu'ils créèrent eux-mêmes, en relevant d'eux-mêmes les salaires pour des raisons purement économiques, sans attendre que ce pouvoir d'achat soit d'abord créé par l'État, pour des raisons sociales ou politiques.

Tout ceci me semble être la *loi* du monde contemporain. Pour le redire en grec : c'est le *nomos* de la terre occidentale.

Or, j'ai récemment appris dans un des plus brillants articles que j'ai lu de ma vie <sup>(1)</sup> que le « *nomos* antique a une triple racine : celle de la *prise*, celle du *partage* et de la *pâture*, voire de la consommation ». Et ce sont certainement des racines très profondes et solides. Toutefois, les anciens Grecs ne savaient pas que le *nomos* moderne a encore une quatrième racine, qui est peut-être sa racine centrale : à savoir celle du *don*. Cette racine de

(1) N.d.l.r. : Il s'agit de l'article de Carl Schmitt qui précède.

la loi économique et socio-politique du monde occidental moderne a échappé à la sagacité des Grecs anciens : peut-être parce qu'ils furent une petite nation esclavagiste et non pas une grande puissance chrétienne ? *Qui sas!* – Qui sait ! Une chose est, cependant, pour moi, certaine. À savoir ce que je viens de dire n'est rien moins qu'une critique de ce que disait Carl Schmitt dans l'article précité.

Car il est évident que son *partage* implique mon *don*. En effet, lorsque *tout* est déjà pris, on ne peut *partager* ou répartir que si certains *donnent* ce que d'autres recevront afin de le *consommer*. Je voulais seulement attirer l'attention sur le fait que, du point de vue terminologique, le verbe *donner* sonne parfois mieux que le vocable *prendre* – notamment lorsque les deux mots signifient la même chose. Ainsi par exemple, nous préférons dire que nous *payons* nos impôts, au lieu de dire qu'on nous les *prend*; à moins que nous ne croyions que ces impôts sont injustifiés, voire injustes.

Or, les mots ont peut-être plus d'importance qu'on ne le dit généralement. Car, après tout, c'est par le langage que l'homme se distingue de la bête. Seulement, c'est précisément du point de vue du langage que les choses ne vont pas pour le mieux dans notre monde occidental.

L'ancien capitalisme *prenant*, qui donnait aussi *peu* que possible aux masses laborieuses nationales, a été rebaptisé en « socialisme » dans l'Union soviétique (après y avoir été, d'ailleurs, étatisé). Mais notre capitalisme moderne *donnant*, qui donne le *plus* possible à ses propres masses laborieuses, n'a toujours pas de nom qui lui soit propre. Du moins en tant que *donnant*. Car en tant qu'encore *prenant*, ne serait-ce qu'en dehors de ses frontières, il s'appelle « colonialisme ». Et qui, aujourd'hui, ne connaît pas ce nom ? Par contre le tout récent colonialisme *donnant*, qui donne aux pays développés beaucoup plus qu'il n'en reçoit, est encore anonyme. Sans doute n'est-il qu'un nouveau-né. Mais l'usage du christianisme moderne de baptiser les gens non pas sur leur lit de mort, mais à leur naissance, me semble sage et bon.

Quoi qu'il en soit : nommé ou pas nommé, le *nomos* du monde occidental moderne n'est pas autre chose, à mon avis, que ce que j'ai appelé, d'une façon toute provisoire et peu satisfaisante : « colonialisme *donnant* ». Et puisque ce colonialisme est la *loi*, tous les pays

hautement industrialisés *devront* s'y conformer tôt ou tard, au prix de leur salut. Tout particulièrement les pays qui n'ont pas de colonies auxquelles ils donneraient quoi que ce soit et qui, de ce fait, s'adonnent au colonialisme *prenant* dans sa forme la plus pure, en le faisant en règle générale, avec une parfaite bonne conscience.

## Donner

Si telle est la *loi*, le moment est venu de se demander : dans quels montants, de quelle façon et à qui doivent être effectuées les prestations légales dans le cadre du nouveau « colonialisme *donnant* » occidental. En tout cas, je ne voudrais pas terminer ma conférence sans essayer de donner une réponse sommaire à ces trois questions qui me paraissent fondamentales.

*Tout d'abord, combien faut-il donner ?*

C'est une question difficile, délicate. Aussi bien ne puis-je dire rien de précis à ce sujet. Je peux seulement rappeler que les experts des Nations unies estiment que tout le problème des pays sous-développés du monde occidental pourrait être résolu si les pays occidentaux hautement industrialisés y consacraient 3% environ de leur revenu national, en les investissant dans les pays arriérés. Est-ce exact ou non, je ne saurais le dire. Tout ce que je sais, c'est que la France consacre depuis la guerre aux investissements dans les pays sous-développés à peu près le pourcentage indiqué de son revenu national. Sans s'être ruinée de ce fait, soit dit en passant.

Le cas français est intéressant parce qu'il n'a rien à voir avec les calculs théoriques des experts de l'ONU. Les 3% français sont une donnée empirique; ils résultent d'une adaptation en quelque sorte automatique d'une économie évoluée aux besoins des économies retardataires qui s'y rattachent intimement. Or, s'il était permis d'extrapoler l'expérience française, on pourrait admettre que la mise en œuvre du « colonialisme *donnant* » dans l'ensemble du Monde occidental exigerait quelque dix milliards de dollars par an. Ce qui serait, certes, une charge, même une lourde charge pour les pays évolués. Mais à en juger d'après la France, ce ne serait nullement une charge insupportable.

*Deuxièmement : comment faut-il donner ?*

Eh bien, je n'ai ni le temps, ni l'envie de

reparler des *commodity agreements*. Je voudrais seulement dire que je donne raison à nos amis américains au moins sur ce point : à savoir que les fameux accords ne peuvent certainement pas résoudre à eux seuls l'ensemble du problème des pays sous-développés. Des dons directs seront de toute façon nécessaires. Toute la question est de savoir *ce* qu'il faut donner directement à ces pays.

En fait, deux réponses différentes, si l'on veut contraires, sont de nos jours données à cette question. Les dons directs américains comportent jusqu'à présent presque exclusivement des biens de consommation (qui d'ailleurs, soit dit entre parenthèses, ne sont nullement de caractère cocacologique, comme le prétendent parfois certaines personnes mal-intentionnées). Par contre, les donations directes françaises et britanniques consistent uniquement en investissements sur place (les biens de consommation exportés vers les pays en cause n'étant non seulement pas gratuits, mais même vendus généralement plus cher que ce que ces marchandises valent sur le marché mondial).

Il est difficile de dire laquelle de ces deux méthodes doit être préférée. Car, d'une part, il est beaucoup plus facile, du point de vue psychologique et politique, de faire cadeau de biens de consommation en surplus que d'investir là où les investissements se traduiraient par des productions pouvant faire concurrence à certaines productions nationales. Or, il vaut peut-être mieux donner quelque chose que rien du tout. Mais, d'autre part, il ne faudrait pas oublier que l'industrialisation des pays sous-développés est devenue de nos jours une sorte de mythe mondial et que, jusqu'à présent, ce mythe ne se réalise en grand qu'en dehors du monde occidental ; je veux dire : en Chine, cela se voit assez mal à partir de la lointaine Europe, mais à partir, par exemple, de l'Inde beaucoup plus proche, cela se voit déjà nettement mieux.

*Troisièmement : à qui doit-on donner ?*

Pour de multiples raisons, il me semble que, d'une part, la méthode d'aide internationale est loin d'être la meilleure possible et que, d'autre part, une action régionale doit être préférée aux efforts purement nationaux.

Et ceci déjà d'un point de vue purement économique. À savoir parce que même aujourd'hui il y a encore des régions économiques naturelles nettement délimitées et inscrites dans

les faits indépendamment de toute politique. Seulement, ces anciennes régions économiques sont loin d'être équivalentes du point de vue du nouveau « colonialisme donnant ».

Prenons, pour commencer, une région en dehors du monde occidental. J'ai en vue l'Empire mongol, qui fut créé jadis par Gengis Khan et qui se reconstitue récemment dans sa teneur économique et politique. Nous voyons là 200 millions de Russes hautement industrialisés cohabiter avec 700 millions d'Asiatiques techniquement arriérés. C'est-à-dire : chaque Russe doit porter sur son dos trois hommes sous-développés et demi. C'est une lourde, une très lourde charge. Mais ce n'est peut-être quand même pas une charge insupportable : à condition que les Russes continuent à supporter, avec l'aide d'une police appropriée, l'ascétisme de consommation qu'ils supportent plus ou moins bien depuis une quarantaine d'années (d'ailleurs, sans y être habitués semble-t-il).

Considérons ensuite la zone sterling. Ici, la situation est encore plus défavorable. Car dans cette zone chaque Anglais aurait dû porter sur ses épaules près de dix Asiatiques sous-développés. Et ceci serait effectivement une charge insupportable, en dépit de la fameuse *austerity* britannique, qui est quand même incomparablement moins « ascétique » que le socialisme à la Russe et qui, d'ailleurs, repose sur des bases éthico-religieuses et non pas sur des bases policières. Il semble donc que dans *cette* région économique le futur « colonialisme donnant » ne sera pas purement anglais, mais anglo-saxon, c'est-à-dire anglo-américain.

Maintenant, si l'on ajoute à l'ensemble de la région économique nord- et sud-américaine les régions indiennes, indonésiennes et indo-chinoises, ne serait-ce que partiellement, on aboutit à une charge des Américains *per capita* qui dépasse, du point de vue purement arithmétique, la charge imposée aux Russes par les Chinois. Mais puisque, pendant de longues années encore, le revenu national américain sera beaucoup plus élevé que le revenu russe, les États-Unis pourront obtenir des résultats meilleurs que l'URSS, en pratiquant le « colonialisme donnant » sans abandonner l'*american way of life*, d'ailleurs austère en dépit des apparences et situé à peu près à égale distance entre le socialisme ascétique et le vrai bien-être.

Et enfin – *last not least* – la région économique européenne. Tout comme la région mongole, cette région a une longue, une très longue histoire. Car cette région s'appelait jadis *Imperium romanum* et elle s'est avérée étonnamment vivace et résistante du point de vue économique. Oui, les historiens ont même constaté que cette région se serait certainement maintenue ou rétablie en dépit des invasions barbares, si les conquêtes arabes n'avaient pas transformé la Méditerranée, de trait d'union économique qu'elle était, en frontière de deux mondes séparés, de sorte que cette mer unique en son genre a servi pendant des siècles non pas au trafic commercial, mais uniquement à des jeux guerriers.

Mais, entre temps, les hommes sont devenus plus sérieux, plus adultes. Et le temps n'est pas loin où ils renonceraient aux jeux quels qu'ils soient, en se consacrant entièrement aux actions et transactions sérieuses. On *peut* donc dire, en toute tranquillité, que les conditions économiques de la région méditerranéenne sont d'ores et déjà rétablies. Et il *faut* dire alors que, du point de vue du « colonialisme donnant », cette région est véritablement une région bénie de Dieu. Car chaque habitant des pays industrialisés situés au nord de la Méditerranée n'aurait à venir en aide qu'à un demi-habitant des pays arriérés du sud et de l'est de cette région pour pouvoir obtenir dans l'ensemble de celle-ci des résultats plus satisfaisants que ceux qu'on pourra atteindre ailleurs dans le monde entier. Or, la moitié d'un homme, d'ailleurs sous-développé, par tête d'Européen, ce n'est pas une charge du tout – c'est tout au plus un ballast, qui est utile, voire indispensable parce qu'il stabilise la voie en assurant le confort et la sécurité des voyageurs, mais dont ceux-ci peuvent facilement ignorer ou oublier l'existence, à condition que d'autres veillent à ce qu'il soit là.

## À l'échelle de l'Europe

Ceci étant, on est d'autant plus étonné de lire dans les journaux que le « colonialisme donnant » dans la région méditerranéenne s'apprête à aller chercher au loin ses moyens financiers. Car, en fait, ces moyens pourraient facilement être trouvés beaucoup plus près. C'est que les sommes dont il s'agit – et dont on parle – sont relativement si modestes qu'elles sont vraiment à l'échelle européenne.

Même si, au regard des puissances géantes contemporaines, on peut avec bon droit parler de la « petite Europe ».

Cet étonnement est d'autant plus naturel qu'on trouve dans la « petite Europe » au moins deux ou trois pays qui sont forcés de constater que leur rythme d'enrichissement trop rapide est inquiétant du point de vue économique. Aussi bien ces pays essaient-ils de s'enrichir plus lentement et ils prennent des mesures adéquates pour y parvenir : importer davantage, abaisser les droits de douane, etc. Tout ceci est, sans nul doute, très raisonnable : on peut même dire que c'est sage. Cependant, il ne faudrait peut-être pas oublier complètement que toutes ces mesures ont en fait pour conséquence de ne faire vivre un peu mieux que ceux qui vivent déjà « comme Dieu en France ». Les membres vraiment pauvres de la région méditerranéenne ne seront pas enrichis par ces moyens. Si on ne pratique pas de « colonialisme donnant », les clients méridionaux et orientaux de la Méditerranée resteront des clients pauvres. Ce qui veut dire de mauvais clients, donc dangereux pour la bonne marche de l'affaire.

Je dois m'arrêter. J'ai déjà parlé trop longtemps. Et je constate avec consternation que je n'ai même pas encore commencé ma conférence proprement dite. Tout ce que j'ai dit jusqu'à présent n'était qu'une introduction à ce que j'avais l'intention de dire.

Aussi bien suis-je obligé de condenser ma conférence à l'extrême.

J'ai intitulé cette conférence *Le colonialisme dans la perspective européenne*. Je devais donc dire de quoi a l'air le colonialisme lorsqu'on le regarde dans cette perspective. Eh bien, de quoi a-t-il ou, plutôt, de quoi devrait-il avoir l'air, selon moi ?

Je pourrais y répondre comme il se doit, c'est-à-dire, en trois points :

– *premierement* : il devrait avoir l'air d'un colonialisme non pas preneur mais donnant (ou, si vous préférez, distributeur), et il serait bon de trouver pour lui un nom adéquat ;

– *deuxièmement* : il devrait non pas faire cadeau de marchandises toutes prêtes, mais investir sur place ;

– *troisièmement* : en tant que « capitalisme donnant » proprement européen, il devrait recouvrir l'ensemble de la région méditerranéenne qui a fait les preuves de sa viabilité économique au cours d'une longue histoire et



peut-être ne devrait-il pas s'étendre au-delà, tout en tenant compte du fait que de nos jours la bande côtière est incomparablement plus profonde que du temps des Romains.

Ceci peut suffire pour circonscrire le thème de ma conférence. Quant à le développer, je n'en ai malheureusement plus le temps. Je le regrette et je prie qu'on m'en excuse. Je le regrette d'autant plus que jusqu'à présent je n'ai fait que débiter des vérités de La Palisse. Or, les lapalissades sont toujours quelque peu décevantes pour les auditeurs. J'avoue, cepen-

dant, que j'ai un certain faible pour les vérités de La Palisse. Précisément parce qu'elles sont des vérités. Tandis que l'inédit, à moins d'être génial, se révèle tôt ou tard comme simplement faux. Or, je ne voulais à aucun prix courir le risque d'être venu à Düsseldorf, sur l'aimable invitation du Club rhénan que je remercie sincèrement, pour y dire quoi que ce soit qui puisse paraître contestable.

ALEXANDRE KOJÈVE

### LE SENS DE L'HISTOIRE

*Les États, les peuples et les individus dans cette marche de l'esprit universel se lèvent chacun dans son principe particulier bien défini qui s'exprime dans sa constitution et se réalise dans le développement de sa situation historique : ils ont conscience de ce principe et s'absorbent dans son intérêt mais en même temps ils sont des instruments inconscients et des moments de cette activité interne dans laquelle les formes particulières disparaissent tandis que l'esprit en soi et pour soi se prépare à son degré immédiatement supérieur.*

*La justice et la vertu, la faute, la violence, le vice, les talents et les actes, les grandes et les petites passions, la faute et l'innocence, la splendeur de la vie individuelle et collective, l'indépendance, le bonheur et le malheur des États et des individus ont leur signification et leur valeur définies dans la sphère de la conscience réelle immédiate où ils trouvent leur jugement et leur justice, quoique incomplète. L'histoire universelle reste en dehors de ces points de vue. En elle, le moment de l'idée de l'esprit universel qui est son niveau actuel reçoit un droit absolu ; le peuple correspondant et ses actes reçoivent leur réalisation, leur bonheur et leur gloire.*

HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, trad. André Kaan, Gallimard, 1940, § 344-345.